



# CONVERGEONS !

**Le bulletin de**

Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

## Assemblée générale de Convergence 21 janvier 2012

Salle des Fêtes,  
Mairie du 11ème Arrdt, Paris  
Place Léon Blum ,Métro Voltaire-Léon Blum

Débat 14h00 - 17h00

« **Enjeux et rôle de la Fonction publique  
pour des services publics  
renovés et démocratisés,  
avec de nouveaux droits  
pour les salariés et les usagers** »

Débats avec Jean-Marc CANON, SG UGFF-CGT,  
Bernard Salamand, Président du CRID,  
Bernadette Groison, SG FSU,  
Solidaires,

Et des responsables syndicaux, associatifs, politiques.

**Ce débat sera précédé d'une réunion  
de 10h00 - 12h45 sur le thème :**

« **Comment construire des méthodes et des outils  
communs pour rendre visible l'exigence collective de  
service public ?** »

## → Le Sommaire

P. 1 : L'Édito

P. 2 : CDDSP Tours - CR réunion publique du  
16/12/11 / Création d'une « Convergence  
nationale Rail »

P. 3 à 6 : Dossier : crise, dette : quelles  
causes, quelles alternatives ?

P. 7 : Appel à la mobilisation unitaire contre  
la signature par la France du projet de Traité  
de la zone Euro

P. 8 : Libérons les élections : des alternatives  
pour réinventer la démocratie

## → À Noter

► **15 janvier** : journée des alternatives  
« Leur dette, notre démocratie » organi-  
sée par ATTAC en partenariat avec  
Mediapart ([www.france.attac.org](http://www.france.attac.org), ru-  
brique « Nos événements », page 2).

► **17 janvier** : participation de la Con-  
vergence nationale au colloque organisé par  
la CGT Strasbourg sur le thème « Service  
public, travail et démocratie »  
([www.cgt-cus.net](http://www.cgt-cus.net)).

► **18 janvier** : initiative de mobilisation  
syndicale à l'occasion du « sommet social  
sur l'emploi ».

► **31 janvier** : journée d'action et de  
manifestation dans l'Éducation nationale.

► **9 février** : à Tours, débat au cinéma  
Le Studio sur le thème « La réforme des  
collectivités territoriales et les citoyens »  
à l'initiative de la Convergence 37.

► **31 mars** : temps fort de la campagne  
« Libérons les élections ».

[www.convergence-sp.org](http://www.convergence-sp.org) – contacts : [nosfuturs@aliceadsl.fr](mailto:nosfuturs@aliceadsl.fr) / 06 88 26 91 22

Pour recevoir le bulletin mensuel et le journal trimestriel de Convergence ou envoyer vos articles,  
infos et billets d'humeur, écrire à [infosconvergences@gmail.com](mailto:infosconvergences@gmail.com)

## → CDDSP Tours – CR réunion publique du 16/12/11 (par Patrick Hallinger)

« La crise, la dette, quel devenir pour nos services publics et nos acquis sociaux? », avec Henri Sterdiniak, président des économistes atterrés et Thierry Brun, rédacteur en chef adjoint du journal Politis

**Quel bilan des politiques libérales ?** Cette crise est celle de la globalisation financière, de la recherche effrénée de profits sans lien réel avec la production. La solution des ultra-libéraux ? Baisse des salaires, remise en cause des services publics,... Cette crise sert de prétexte à une offensive sans précédent contre l'État social, les prestations sociales, les dépenses publiques.

La construction libérale de la zone euro n'assure pas la solidarité entre les États. La BCE n'a même pas le droit de les aider ! D'où la spéculation financière, avec les taux d'intérêt usuraires imposés à la Grèce, au Portugal, à l'Italie...

**Un nouveau projet de traité intergouvernemental ? Pas sans débat public, ni référendum!** Avec ce projet de traité intergouvernemental concocté par Sarkozy et Merkel à Bruxelles le 9 décembre, un nouveau pallier est franchi. Au nom de dogmes libéraux, les États devraient, chaque année, appliquer les mêmes politiques d'austérité. Pourtant, celles-ci ont été catastrophiques pour la croissance et ouvrirait de nouveaux espaces à la spéculation. Sarkozy comme Merkel veulent aller vite et imposer un traité, en cours de rédaction, conduisant « à un exercice partagé de la souveraineté » qui serait adopté « selon une procédure plus légère » (Sarkozy) l'été 2012.

**Une attaque en règle contre les services publics.** Depuis plus de 30 ans, nous vivons l'offensive des ultra-libéraux contre les services publics : 1995, Accord Général sur le Commerce des Services : libéraliser l'ensemble des services, dont les services publics, dont la santé, l'éducation, les services sociaux ; 2000, Stratégie « de Lisbonne » : déréglementer à tout va pour que l'Europe ait « l'économie la plus compétitive du monde » ; 2004, directive Bolkenstein : libéralisation des services publics, contenu repris par le TCE, puis par le traité de Lisbonne...

**Changer la donne en France et en Europe.** Les plus riches comme les grandes entreprises font pression sur les États pour ne plus payer d'impôts ou en payer le moins possible avec le chantage à la délocalisation. En Europe, la quasi-totalité des États ont supprimé l'impôt sur la fortune. Cela suffit ! Nous devons combattre le chantage à la délocalisation : les réductions d'impôts et les exonérations de cotisations sociales ne font qu'aggraver le problème !

**Marie-France Beauvils**, sénatrice-maire de Saint-Pierre-des-Corps, a montré le besoin d'une réforme de la fiscalité afin d'assurer les ressources de l'État et financer les services publics : l'impôt sur le revenu rapporte 65 milliards d'euros, l'impôt sur les sociétés 60 milliards, la TVA et la TIPP 200 milliards ! L'impôt progressif doit donc être réhabilité.

Les finances publiques ne sont pas responsables de la crise. La croissance passe par l'augmentation des salaires et des prestations sociales. **Laurence Genin**, conseillère municipale socialiste, a insisté sur le besoin d'une loi anti-corruption. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité d'un pôle financier public pour assurer les financements publics et réduire la dépendance à l'égard du marché financier. **Geneviève Guibert** du collectif « Notre Santé En Danger » a montré l'enjeu de l'action pour défendre la Sécurité sociale. Il faut s'inspirer de la conception du Conseil National de la Résistance qui avait placé la Sécurité sociale au cœur des systèmes de solidarité. **Jean-Louis Bargès**, de l'association Changeons d'ère de Montlouis-sur-Loire, a argumenté sur les dangers que représentent les entreprises publiques locales pour les services publics communaux. Au plan européen, un rapport de forces est à construire pour promouvoir des politiques nouvelles fondées sur la solidarité entre les peuples, la croissance et l'écologie.

**Une année 2012 de rassemblement, de propositions alternatives, de luttes.** De nombreuses interventions ont porté sur le projet de traité intergouvernemental. 2005 est dans toutes les têtes. L'audit citoyen sur la dette doit être inclus dans une grande campagne d'information et de mobilisation « pour sortir de ce capitalisme qui nous pourrit la vie ». La rupture avec les politiques actuelles est à l'ordre du jour en France et en Europe. Nous devons multiplier les initiatives pour permettre la confrontation des points de vue.

**La Convergence 37 poursuivra donc ses initiatives pour contribuer à placer les services publics au centre du débat de société, assurer les droits fondamentaux de chacun et promouvoir le développement de la citoyenneté et de la démocratie dans notre pays et en Europe**



## → Création d'une « *Convergence Nationale Rail* » le 26/11/11

La Convergence Nationale Rail (CNR) réunit tous les types de collectifs, sans que ceux-ci perdent leur identité. **L'accent est mis sur la notion de défense du Service Public et l'association des usagers, des citoyens et des élus à côté des cheminots dans cette action.** Il est rappelé l'urgence de cette action et la nécessité d'interpeller les partis politiques en contradiction dans leurs prises de position européennes et nationales ou locales. Il est insisté sur la nécessité de coordonner les actions, de passer à l'offensive et que cette dernière notion notamment soit clairement reprise dans les statuts.

**Membres du CA : Défense des Services publics de la Creuse :** Philippe Richert ; **Comités de Défense Triages :** **Villeneuve-St-Georges :** Marc Thiberville, Didier Le Reste ; **Somain :** Patrick Delfosse ; **Sotteville-lès-Rouen :** Pierre Ménard, Luc Delestre ; **Gevrey :** Vincent Jouille, Éric Daviller ; **Association AUTERCOVEC :** André Sonzogni ; **CGT Somain :** David Rotolo, Aurélien Guinet ; **Collectif de Coordination pour la défense de la ligne Agen-Périgueux-Paris :** Jacques Valadié ; **Collectif des Cheminots du Pays de Retz :** Paul Edom, Daniel Bitadeau ; **Collectif Blaye Bordeaux rail :** Jean-Jacques Chaillot, Dominique Valero ; **Comité de Défense de la gare d'Assier :** Christophe Schimmel, Jacques Montal ; **Convergence Nationale des Collectifs de Défense des Services Publics :** Bernard Defaix ; **Retraités Cheminots Limoges :** Jean-Pierre Chauffier ; **Convergence 37 :** Guy Harel

**Membres du Bureau : Président :** Patrick Delfosse ; **Vice-président :** Didier Le Reste ; **Secrétaire :** Pierre Ménard ; **Secrétaire adjoint :** Christophe Schimmel ; **Trésorier :** Vincent Jouille

**Mairie de Villeneuve-St-Georges – 20, place Pierre Semard – 94190 Villeneuve-St-Goerges - [Convergence.rail@hotmail.fr](mailto:Convergence.rail@hotmail.fr)**

# → Le Dossier : crise, dette : quelles causes, quelles alternatives ?

(Jean-Claude Chailley)

Après la crise, la dette, le triple A, les « hypothèses » de croissance, revues à la baisse tous les 15 jours, sont les nouveaux prétextes à l'austérité. **Ça suffit !** Pourquoi en est-on arrivé là, quelles sont les options ?

**UNE CRISE « SYSTÉMIQUE » GRAVISSIME. Origine : la mondialisation libérale contre les modèles sociaux**  
 Nous sommes toujours dans la phase de mondialisation ouverte dans les années 80 par Reagan et Thatcher : libéralisation, déréglementation, privatisation, libre échange, concurrence généralisée, notamment entre salariés. Depuis les crises se sont multipliées mais celle-ci est de loin la plus grave.

La déréglementation, ce n'est pas que la libre circulation des capitaux, des produits dérivés opaques, l'abandon du contrôle des changes, ...

C'est aussi le libre échange, l'achèvement du marché intérieur, les directives européennes, les privatisations, la RGPP, l'harmonisation... C'est aussi la réduction presque à néant du pouvoir des peuples, des Parlements et gouvernements nationaux rendus impuissants face aux multinationales. **La mondialisation libérale c'est l'opposé de l'internationalisme de Jaurès**

La France aussi après des mesures positives de « rupture avec le capitalisme » en 1981 (retraite à 60 ans, large plan de nationalisations, 39 H ...), s'est coulée dans ce moule dès 1983 avec la « parenthèse » de la rigueur », pour aller vers l'Acte unique européen (1986) et le Traité de Maastricht (1992). S'ensuivent 30 années de privatisations, désindustrialisation, montée du chômage, de la pauvreté de masse. La part des salaires dans la valeur ajoutée baisse (6 à 10 points selon les estimations, soit 120 à 200 mds € / an !).

### Les bas salaires causes de la crise ? La preuve par la Grèce :

Le taux de rémunération en Grèce est un des plus bas de l'Europe des 17. **L'austérité n'est pas la solution, c'est la cause**

### Les services publics causes de la crise, de la dette ?

C'est une contre vérité qui masque la volonté de privatiser tout ce qui est rentable, laissant à la « solidarité nationale » tout ce qui est déficitaire, une cause de plus de la dette. Or :

- La part des dépenses publiques dans le PIB est stable depuis des années
- La privatisation coûte plus cher aux usagers (gaz ...) et prive l'état de ressources (versement de dividendes aux actionnaires au lieu de les incorporer dans les ressources de l'état)
- Les contrats de partenariat public- privé entraînent des dettes pour des décennies, voire de purs scandales (hôpital du sud francilien)

### Faut-il diminuer les prélèvements obligatoires ?

C'est un autre concept purement libéral, prétexte à privatisation. Par exemple si on privatisait l'enseignement la part des prélèvements obligatoires baisserait mais il faudrait payer les études dans des écoles privées. Idem pour la santé, dont témoigne le résultat lamentable aux Etats Unis tant sur prise en charge des soins que sur le budget. **Diminuer les prélèvements obligatoires, c'est augmenter la dette et les inégalités.**

### Le cercle vicieux : limitation de la consommation, donc de la production, création d'une bulle financière

- Limitation de la consommation, qui entraîne une limitation de la production.
- Augmentation des profits, dont beaucoup non réinvestis : en France en 2010, 210 mds de dividendes versés par les entreprises non financières, soit 1/3 de la masse salariale ; 182 mds € d'investissements seulement: la bulle se crée.
- Des masses de capitaux ne trouvant pas à s'investir dans l'économie réelle se tournent vers la spéculation.

Exemple les CDS (*Credit Default Swaps*), assurance contre le défaut d'un pays. Les estimations sont de 30 à 50 000 mds de dollars (100 à 150 fois le PIB de la Grèce !).

- Les banques – privatisées - gagnent plus en spéculant qu'en prêtant aux entreprises.
- Les entreprises doivent atteindre des taux de profit se rapprochant de ce que rapporte la spéculation, 10, 15 % ... D'où la désindustrialisation, les délocalisations, les licenciements, la souffrance au travail.
- Les grandes entreprises créent un secteur financier qui gagne plus que l'industrie.
- C'est la **financiarisation généralisée qui se termine dans la crise d'ensemble du système capitaliste.**

### L'EURO FORT AGGRAVE LA CRISE

L'euro a été institué dans des états aux performances économiques et industrielles fort différentes et dans le cadre des traités de Maastricht à Lisbonne, de concurrence libre et non faussée, de libre échange. Les faits prouvent que ce cocktail .ne fonctionne pas. Il accentue les divergences entre pays : Pour l'Allemagne, l'euro à 1,40 \$ est sous évalué, favorisant ses exportations ; pour la France (la Grèce,...) il est surévalué, entraînant la désindustrialisation, l'effondrement du commerce extérieur (75 mds € de déficit en 2011).



Comme on ne peut pas dévaluer, **les seules variables d'ajustement sont les salaires, la protection sociale, les services publics...c'est ce qui se passe.**

Mérite analyse: **Ratio dette / PIB en 2010** (Eurostat)

Europe des 27 : **80,2 %** / Zone euro : **85,5 %**, soit + 5,3 points

### LA DETTE...ET LES CRÉANCIERS

**Rappel : la dette est un transfert : du débiteur vers le créancier ;**

L'expression « on a des dettes » oublie volontairement les créanciers qui détiennent la dette ; certains ont des dettes, d'autre des créances.

**Origine de l'explosion de la dette: une accumulation de décisions politiques**

**La dette c'est le profit des multinationales, des banques et institutions financières.**

Elles ont intérêt à ce que leurs créances augmentent ; les gouvernements s'en chargent :

- En 1973 Pompidou et Giscard obligent l'état à emprunter auprès des banques, quel que soit le taux. Cette loi sera généralisée dans le traité de Maastricht et suivants.
- Les exonérations / exemptions de cotisations sociales augmentent régulièrement (80 mds € en 2010 ; sans elles –ou une partie d'entre elles – ..., on ne parlerait pas de dette en France)
- La fiscalité des entreprises : une bonne partie des « niches » fiscales entreprises n'est pas justifiée. En 1981 l'impôt sur les sociétés était de 50%. Aujourd'hui Total ne paie quasiment pas d'impôt, ce qui n'empêche pas qu'il y a 5 M de chômeurs et précaires
- Simultanément ma baisse de ma part des salaires dans la valeur ajoutée diminue les recettes de l'état et de la protection sociale ;
- L'imposition des plus fortunés a également baissé.
- 40 mds € de fraude fiscale par an, 20 mds de fraude sociale, principalement des entreprises.
- Les privatisations, les partenariats public- privé – les emprunts « toxiques » qui en sont la conséquence, privent les finances publiques de ressources considérables.
- La bulle croit de façon gigantesque, la spéculation aussi.
- Par manque de pouvoir d'achat les salariés s'endettent ; les collectivités territoriales s'endettent ; les états s'endettent. A force on ne peut plus rembourser.ni même payer les intérêts. La crise, « systémique », est mondiale ; la régression sociale aussi. Les emprunts (ni « toxiques », ni PPP partenariats public –privé comme l'hôpital du sud francilien,...) devraient servir à des investissements productifs utiles, aux services publics, à la protection sociale. La dette les étouffe. En conséquence la question de la légitimité - donc de l'effacement - de tout ou partie de la dette est posé. D'où l'audit citoyen de la dette publique auquel Résistance Sociale participe.

### DE LA CRISE A LA DETTE « SOUVERAINE ».

Des banques s'effondrent. Les états (citoyens) déjà endettés les renflouent...en empruntant auprès des banques (art 123 Traité Lisbonne).

Le sauvetage des banques et institutions financières (privées) a coûté aux états 11900 mds \$ ( OCDE).

La déficit de la zone euro passe de 0,6 % du PIB en 2007 à 6,3 % en 2009. Le ratio de la dette publique passe de 66,7 à 78 %.

► **Ubuesque** : Les banques exigent des états de rembourser l'argent qu'elles leur ont emprunté pour les sauver, plus les intérêts ! Nouveaux emprunts, la boule de neige grossit devient incontrôlable.

**La politique qui créé la crise et la dette continue et même s'amplifie...** tout en imposant aux salariés et retraités de compenser par l'austérité. Même les plus libéraux reconnaissent qu'on va dans le mur. Et pourtant ils continuent : Fillon il faut des « sacrifices », se « retrousser les manches » (les chômeurs apprécieront !).

**Il n'y aura pas de statu quo ; à nous de défendre notre modèle social.**

### Danger d'explosion des intérêts de la dette

En France : le ratio dette / PIB passe de **64,2 % en 2007 à 86,2 % à fin juin 2011**

La dette de l'état est détenue à 66 % par des non résidents ; 1% de la dette est détenue directement par les ménages.

Le paiement des intérêts de la dette est avec 49 mds € le 1<sup>er</sup> budget de l'état en 2012. Si le cadre ne change pas (cf audit...) il augmentera parce que la dette augmente, parce que le taux d'intérêt des emprunts augmente rapidement : Or + **1% de taux d'intérêt = 2 mds de plus par an, cumulatifs (10 mds par an la 5<sup>ème</sup> année)** : en 1 mois le taux a augmenté de 0,5%.

### LE CHÂTEAU DE CARTES

Les pays européens, les USA, le Japon, ...ont des dettes et créances les uns vis-à-vis des autres. Vous trouverez sur le site [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr) une infographie d'ensemble à fin juin. La France détenait plus de 900 mds € de créances nettes sur les autres pays, dont 365 sur l'Italie, 118 sur l'Espagne, 54 sur la Grèce, 19 sur le Portugal. L'Espagne détenait 62 mds de créances sur le Portugal..

Or tous ces pays sont en difficulté, d'où le risque de contagion généralisée

**LA CRISE, LA DETTE, L'AUSTERITE, CONTRE LA DÉMOCRATIE :**

**M Rocard :** « Dans l'état de colère où va se trouver ce peuple, on peut douter qu'aucun gouvernement grec ne puisse tenir sans appui de l'armée. Cette réflexion triste vaut sans doute pour le Portugal et/ou l'Irlande, et/ou d'autres, plus gros. Jusqu'où ira-t-on »

**A ce jour il n'y a pas de colonels, mais déjà l'extrême droite**

Le spectacle du G20 sur le référendum en Grèce est affligeant. La composition du gouvernement aussi, Les électeurs socialistes du PASOK n'imaginaient sûrement pas avoir voté pour que la droite et l'extrême droite entrent dans un gouvernement dirigé par le PASOK sous les bravos de Sarkozy, Merkel, de la « troïka » (FMI, UE, BCE)

**MISE SOUS TUTELLE de la « TROÏKA », des « MARCHÉS »**

Il ne s'agit pas fédéralisme –qui mériterait débat – mais de mise sous tutelle de la Grèce, de l'Italie, de tous les pays de la zone euro par la « troïka » - en réalité par les « marchés » - pour imposer encore plus d'austérité,

**La démocratie, la souveraineté populaire sont en danger.**

Le Pacte pour l'euro plus, la « règle d'or », sont précis quant à l'éradication des modèles sociaux. La BCE assure la surveillance budgétaire, décidant de fait du budget de l'état et de la Sécurité Sociale. 2 gouvernements ont été virés, non par leur peuple, mais par la troïka, lançant un avertissement à tous.

**Chantage et erreurs « techniques » de Standard & Poors**

10 juin 2011 : "Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme du système de retraites, ne continuent pas de modifier le système de Sécurité sociale et ne consolident pas la situation budgétaire face à la hausse des dépenses de santé et de retraites, il est peu probable que Standard and Poor's maintienne sa note AAA". Malgré les mesures prises (ou à cause), il semble ce 12 décembre que le AAA vive ses dernières heures.

**ACTUELLEMENT DANS LE DÉBAT :**

- Est-ce qu'il faut « partager plus équitablement les efforts » ou « ce n'est pas aux salariés (chômeurs et retraités inclus) de payer la crise dont ils ne sont pas responsables » ?
- Faut-il augmenter significativement le SMIC, les salaires,...ou les baisser ?
- Faut-il baisser les prélèvements obligatoires, donc privatiser davantage, ou doit-on défendre et reconquérir les services publics, la protection sociale ?
- Faut-il revenir sur une bonne partie des exonérations / exemptions de cotisations sociales patronales ou les augmenter en transférant le coût sur une TVA ?
- Faut-il revenir sur une bonne partie des « niches » fiscales entreprises, se donner les moyens de lutte contre la fraude (paradis fiscaux inclus).
- L'augmentation de l'impôt sur le revenu touchera t'elle les couches moyennes en cette période de baisse du pouvoir d'achat sauf pour une petite minorité ?
- Faut-il un pôle public financier ? Quel périmètre ? Nationaliser des banques, voire des grandes entreprises, faciliterait-il une politique industrielle respectueuse de l'environnement ?
- Faut-il « rembourser la dette » ou la considérer en tout ou partie « illégitime » ?
- Faut-il monétiser la dette (planche à billets), et comment ? (la monétisation a fortiori massive, est interdite par le Traité de Lisbonne)
- Faut-il respecter, changer ...le Traité de Lisbonne, le Pacte pour l'euro plus, accepter ou combattre le projet de traité intergouvernemental de la zone euro ?
- Faut-il adopter la « règle d'or » après les élections ? Quelles propositions ?
- Faut-il sortir de l'euro ? Pour une monnaie commune ou non ?
- Doit-on poursuivre la libéralisation des échanges (Doha, bilatérales...) ou instaurer de nouvelles règles équilibrées permettant une réindustrialisation ?
- Comment maîtriser la finance, le taux de change des monnaies, arme commerciale ?

**Ce sont quelques-unes des questions dans l'actualité. Elles sont liées dans des choix politiques fondamentaux exigés par le caractère « systémique » de la crise.**

**La démocratie exige qu'elles ne soient pas éludées.**

Après le sommet européen  
des 8 et 9 décembre



# RÉSistance SOciale

## APPEL A LA MOBILISATION UNITAIRE

### Contre la signature par la France du projet de Traité de la zone Euro

*instaurant l'austérité à perpétuité, la mise sous tutelle des peuples, la négation des fondements du droit, de la démocratie, de la République.*

Aggravant le Traité de Lisbonne, le projet de traité intergouvernemental de la zone euro adopté par le sommet des chefs d'état et de gouvernement apporte des garanties :

Citoyen-ne-s  
et militant-e-s  
de toutes tendances :

→ Nous appelons à la mobilisation unitaire contre la signature par la France du Traité intergouvernemental de la zone euro.

→ Nous appelons à une refondation de la construction européenne basée sur la coopération, le progrès économique, social, environnemental.

► **Garantie que la dette continuera d'augmenter :**

**La politique qui a causé la crise et la dette s'amplifie !**

Baisse des salaires dans la valeur ajoutée, privatisations, partenariats public-privé, exonérations et exemptions de cotisations sociales patronales (l'UMP et d'autres veulent les augmenter !), baisse de la fiscalité des entreprises et des très riches, refus de lutter contre les paradis fiscaux, aides aux entreprises sans contrôle ni évaluation, libre circulation des capitaux, libre échange déséquilibré (OMC, AGCS, refus d'exiger la mise en œuvre des conventions de l'OIT...), euro trop élevé pour l'économie française, obligation des états de se financer auprès des marchés financiers ...

*Avec cette politique il n'y a aucune chance de sortir de la crise.*

► **Garantie pour les banques privées et les spéculateurs que les intérêts seront payés** (Cf déclaration des chefs d'état et de gouvernement de la zone euro).

► **Garantie pour les peuples d'austérité à perpétuité :**

**Le retour de la dette à 60 % du PIB dans une économie en crise ou atone est impossible.** Le Pacte pour l'euro +, dont la « règle d'or » fait partie est précis : remise en cause du SMIC, flexibilité, « modération salariale » (public et privé), priorité à la dette sur les dépenses santé, les retraites..., transfert des cotisations sociales patronales sur la TVA, la CSG, réduction drastique des services publics, ... **Impossible d'une mise en œuvre de gauche de ce pacte, de sa « règle d'or » ou d'une variante !**

► **Garantie d'autoritarisme, les peuples n'ayant plus leur mot à dire**

Le Traité de Lisbonne a été adopté en violation du référendum sur le traité constitutionnel. La dérive autoritaire s'accroît de sommet en sommet et serait constitutionnalisées. « Surveillance budgétaire », « sanctions automatiques », « contrôle par la Cour de Justice » ... c'est la soumission de la République aux oukases de la troïka (Commission européenne, BCE, FMI), en réalité de Goldman Sachs et autres banques et multinationales.

✂ -----  
Nom : ..... Prénom : ..... Profession : .....  
Adresse : ..... CP : ..... Ville : .....  
Courriel : ..... Profession/responsabilités/mandats : .....  
O Je signe l'appel à la mobilisation unitaire contre le traité de la zone euro // Signature :

A retourner à : Résistance Sociale, 121 av Ledru Rollin, 75011 Paris

Pétition en ligne sur notre site : [www.resistancesociale.fr/courriel](http://www.resistancesociale.fr/courriel) : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

## → CDDSP PARIS-IDF, CR réunion publique du 01/12/11, Salle Jean Dame, Paris 2ème (par Michel Jallamion) - « Crise, dette, règle d'or, G20, pacte Euro+ ... Et nous là-dedans ? »

*Intervenants* : Verveine Angéli (SG d'Attac), Christophe Delecourt (Resp. conf. CGT), Vincent Drezet (SNUI - Sud Trésor Solidaires), Pierre Larrourou (économiste) / *Animateur* : Bernard Defaix / Avec la présence et avec la participation de : Christian Celdran (Collectif pour un audit citoyen de la dette), Patrick Le Hyaric (député européen, directeur de l'Humanité), Françoise Nay (Vice-Pdte Coord. Nat. des hôpitaux et maternités de proximité), Christophe Ventura (SN PG), Birgit Hilpert (UD CGT Paris) / Excusés : Jacques Boutault (Maire du 2<sup>ème</sup>), Martine Billard (députée FG), Marie-Laurence Bertrand (Resp conf. CGT), Nicolas Wallet (SG FSU Paris).

Il s'agissait de la première réunion unitaire sur ce thème à Paris. Une trentaine d'organisations (Les Alternatifs, Attac IDF, UD CGT Paris, Fédération CGT Finances, UGFF CGT, Collectif "La Santé n'est pas une marchandise", Coordination Eau IDF, Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, EELV Paris, FASE, Femmes Egalité, FSU Paris, GU, M'PEP, MRC, NPA Paris, PCF Paris, PCOF, PG Paris, section Poste et Télécom PS Paris, R&S, Réseau Education Populaire, Réseau Féministe "Ruptures", Résistance Sociale, SNCA e.i.l. Convergence, Union Snui-Sud Trésor Solidaires, Solidaires Paris, UFAL, UNRPA) ont décidé de confronter leurs analyses, de débattre afin de trouver des pistes pour la nécessaire unité des forces de progrès afin de pouvoir instituer le plus rapidement possible un rapport de force conséquent face à la politique d'austérité du gouvernement.

Même les chiffres officiels du gouvernement et ceux des journaux libéraux comme la Tribune ne peuvent dissimuler que ce sont les déréglementations de l'économie française, européenne et mondiale qui sont à l'origine de la crise et ont conduit à l'appauvrissement relatif des peuples par un transfert des richesses produites vers la spéculation. Ce phénomène est amplifié par des exonérations d'impôts atteignant depuis 2000, pour la France, plus de 140 milliards d'euros, plus que la dette de la Grèce ! Ajoutons à cela la privatisation et le démantèlement des services publics qui diminuent les services auxquels ont accès les citoyens les plus modestes, le transfert de charges de l'État vers les collectivités locales qui entraîne une baisse des solidarités locales, la diminution des subventions aux associations chargées de tisser du lien social et de pallier le manque de l'État, voici la situation où nous a entraîné le système alors qu'officiellement tout allait bien ! L'imposture est énorme car la propagande, que l'on pourrait qualifier d'officielle, est qu'il faudrait donc accentuer cette politique. C'est même suicidaire car si la crise américaine des subprimes a pu être jugulée par un emprunt colossal des Etats-Unis, aujourd'hui en cas de faillite d'un Etat ou d'une banque multinationale, les créanciers risquent de faire défaut. Malgré cela, dans notre société médiatique, alors que le gouvernement et les milieux financiers déversent des tombereaux d'imbécilités et de mensonges (quand ce n'est pas d'insultes comme sur les grecs), c'est à nous que nous demandons de justifier nos assertions. Ce n'est pas juste, c'est révoltant, mais nous devons le faire. Cela nécessite donc de combattre argument contre argument, chiffres contre chiffres. Nous ne pouvons donc pas nous contenter de rejeter le système capitaliste en bloc comme si cela était une évidence. Cela n'empêche pas, et c'est même nécessaire, que nous avançons parallèlement et collectivement sur les alternatives possibles et nécessaires au système.

De nombreux débats ont eu lieu, sans éviter ceux qui auraient pu a priori être clivants : nécessité ou non de baser notre société sur la croissance, nécessité de desserrer l'étau du chômage qui crée de la misère directe et indirecte par pressurisation sur les salaires, possibilités de créer un serpent fiscal européen, des normes européennes basées sur le mieux di-

sant fiscal et social, nécessité de socialiser une part importante de notre économie, souveraineté des peuples, démocratie, articulation entre échelles locale, nationale, européenne et mondiale, responsabilité du FMI, de la BCE et de la Commission européenne, etc.

Le débat s'est ensuite orienté sur le nécessaire rapport de force à mettre en place. Cela se heurte à plusieurs problèmes : échec de la mobilisation sur les retraites, sentiment que les citoyens n'ont plus aucune prise face aux lobbys de la finance, peur du chômage qui tétanise bon nombre de salariés de passer à l'action, etc. Pourtant il y a de l'espoir. En 2000 les forces politiques, syndicales et associatives dialoguaient à peine. Aujourd'hui la nécessité de l'union de l'ensemble des forces sociales est devenue une évidence. Reste à la construire. La période actuelle des élections présidentielles ne facilite pas cette union car nous entrons dans une phase d'identification. Pourtant la tenue même de cette réunion, qui ne fut pas facile à mettre en œuvre, montre que l'ensemble des cadres des organisations présentes ont consciences que l'intérêt de défendre notre peuple face à la crise est prioritaire à nos intérêts partisans légitimes.

Nous devons réussir à articuler les différentes luttes qui traversent notre pays et qui sont difficilement visibles, audibles. Cela décourage notre peuple qui croit que toute résistance est vaine et ceux qui mènent le combat. Nous avons donc un rôle de caisse de résonance et de liaisons. Il faut aider au développement des structures de convergence, que ce soit la convergence nationale, la coordination des hôpitaux et maternités de proximité, etc. et soutenir les mouvements en cours comme celui des indignés. Surtout il faut que notre but soit clair. Il doit être unique : instaurer un rapport de force, propositionnel et pas « simplement » oppositionnel, face à la politique d'austérité. Nous devons veiller à contrer les arguments xénophobes et racistes qui se propagent fortement en temps de crise et avec lesquels composent très bien les forces financières. L'histoire nous le rappelle, les récents propos sur les « PIGS » nous le montrent. C'est une raison de plus de développer les réseaux internationaux pour montrer que l'ensemble des peuples ont des intérêts communs, des luttes communes à mener, notamment celle de la démocratie et d'une politique de relance économique, de l'emploi, du développement des normes sociales. Que ce soit en Chine, aux Etats-Unis en Allemagne, en Tunisie, en Espagne, en France... c'est le peuple qui est en train de payer non seulement les profits d'aujourd'hui mais aussi ceux d'hier. Concrètement il est nécessaire aujourd'hui que l'ensemble des organisations s'investissent dans la création des comités pour l'audit citoyen de la dette. Ce doit être la base de notre travail commun, de notre action commune. Cela doit être une première étape à la définition d'objectifs communs. Nous devons porter cela dans l'ensemble de nos organisations. L'unité la plus large possible est nécessaire, le plus rapidement possible.

→ **Élections présidentielle et législative : mettons au devant de la scène nos exigences sociales avec la campagne menée à l'initiative d'un grand nombre d'organisations avec un temps fort le samedi 31 mars**

## Libérons les élections

### Des alternatives pour réinventer la démocratie

Les élections présidentielles et législatives de 2012 vont être l'occasion de choix majeurs. Le contexte de crise et la gravité des effets sur les citoyens des mesures censées y répondre rendent ces choix aussi difficiles qu'essentiels pour l'avenir, selon qu'ils chercheront ou non à redéfinir les bases de notre contrat social.

Parce que nous sommes des organisations associatives, des réseaux, des collectifs divers, nous ne voterons sans doute pas pour les mêmes candidats. Cette diversité est normale, elle s'inscrit dans la démocratie vivante. Mais nous nous rassemblons dans le refus d'un discours basé sur la peur, prônant des mesures régressives et discriminantes. Nous pensons au contraire que ces élections doivent être l'occasion de proposer une ambition politique et démocratique au pays et à ses habitants fondée sur la défense et la promotion des droits fondamentaux partout et pour tou(te)s ainsi que des réformes institutionnelles profondes dont notre pays a besoin.

Depuis de trop longues années, les principes de respect de l'altérité et de solidarité sont régulièrement sapés au profit d'un discours qui fait du tout sécuritaire et de la concurrence de tous contre tous le fondement de toute richesse et de la crainte de l'autre le fondement de la vie sociale.

Citoyens en actes, nous ne nous résignons pas à cette conception mortifère des rapports entre les êtres humains. Nous n'acceptons pas que la concurrence soit le seul horizon de nos vies. Nous ne voulons pas que le chacun pour soi détruise la noblesse de l'engagement collectif, pas plus que nous n'acceptons que l'action publique ne se réduise à des mesures sécuritaires ou à l'accentuation des inégalités de revenus et de positions sociales.

Il est possible de vivre bien sur la planète, non pas malgré les autres mais avec les autres, non pas de la spéculation mais de son travail, et sans qu'il ne soit nécessaire pour cela de piller les ressources naturelles et de fouler aux pieds la dignité des personnes.

Nous pensons que la recherche du bien-être peut se passer du moteur de l'avidité et de l'illusion de l'accumulation infinie de puissance et de pouvoir révélée par la crise financière de 2008.

Nous pensons que la conquête des droits fondamentaux n'est pas une option, mais une urgence pour toutes les femmes et tous les hommes partout dans le monde, et que la paix ne peut être garantie sans le respect du droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Nous sommes confiants dans l'avenir parce que nous sommes convaincus que nous pouvons faire en sorte qu'il réponde aux aspirations et aux espoirs des peuples. Encore faut-il pour cela promouvoir d'autres politiques que celles qui ont failli. D'autres voies, d'autres expériences sont possibles, sur la base de notre diversité, de nos débats, de nos initiatives.

A cet égard, la discussion, la participation, la recherche du bien commun, sont plus pertinents et plus efficaces que les solutions imposées et les critiques muselées.

Nous pensons que la participation à la vie démocratique ne se résume pas aux échéances électorales mais qu'elle s'exerce aussi au quotidien, par des débats, des propositions d'alternatives et des actions comme celles que nous portons.

Pour le dire et le montrer à l'occasion de ces élections, nous souhaitons organiser des événements publics visibles et médiatisés pour que le maximum de résonance soit donné aux initiatives issues de la société civile, de manière à ce que nos valeurs et les perspectives qu'elles ouvrent pour nos sociétés soient présentes dans le débat public électoral et ce, en toute indépendance.

Nous appelons toutes les organisations, mouvements, collectifs, réseaux de citoyens qui se reconnaissent dans ces valeurs et cette démarche à nous rejoindre pour la concrétiser.

#### Liste non exhaustive:

*CRID ; Association Française des Petits Débrouillards ; CCFD-Terre solidaire ; IPAM ; Ligue des droits de l'Homme ; Peuples Solidaires ; Plateforme DESC ; Ritimo ; Secours Catholique-Caritas France ; Survie ; Greenpeace ; Oxfam-France ; Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises ; Collectif Éthique sur l'étiquette ; Peuple et culture ; RECIT ; Des ponts pas des murs ; L'Appel des appels ; ATTAC ; UCJ ; Réseaux anti gaz de schiste ; Réseau Sortir du Nucléaire ; Convergences Services publics ; Réseau pour l'organisation du Forum Alternatif Mondial de l'Eau ; Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaire ; Osez le féminisme ; Sauvons l'université ; Sauvons la recherche ; ADELS ; Etudiants et développement ; MRJC ; le Pacte civique ; Les Amis de la Terre, La fondation France Libertés, réseau Féministes en mouvement (FEM), Animafac, Convergence énergétique, Collectif Richesses, Colibris, Etats généraux de l'ESS, Coordination SUD, ACDL / Resel*